
RESPONSABILITES DES INTELLECTUELS

Noam Chomsky

1 Vous m'avez demandé de m'exprimer sur un sujet qui m'embarrasse toutes les fois qu'on en discute, c'est-à-dire assez souvent. Je dois avouer que j'ai peu de chose à en dire, en dehors de quelques affirmations toutes faites que je vous imposerai malgré tout, pour la bonne raison qu'elles sont aussi couramment admises en parole que déniées en pratique.

2 À un premier niveau, la réponse à la question de savoir où se situe la responsabilité des intellectuels est presque trop évidente : cette responsabilité est celle de n'importe quel « honnête homme » : elle consiste à dire la vérité. Pourtant, bien que, à ce niveau de généralité, la réponse paraisse évidente, certaines de ses implications appellent tout de suite quelques remarques. Par exemple, il semble bien qu'il y ait un impératif moral à rechercher et à dire la vérité *du mieux possible*, à propos de sujets *qui importent* et à *ceux qu'elle intéresse* au premier chef. Les problèmes deviennent plus complexes, parfois à la limite de l'insoluble, lorsqu'il s'agit d'explicitier de tels « attendus ».

3 En ce qui concerne le devoir de découvrir la vérité et de la dire, il n'est pas nécessaire d'insister. Rappelons seulement que c'est une mission souvent compliquée et qui peut s'avérer périlleuse. C'est vrai dans les sociétés dites « libres », mais les risques sont évidemment plus importants dans les autres. Venons-en, à présent, aux vérités qu'il importe de dire. De quelles vérités s'agit-il ? Ici, plusieurs critères peuvent valoir. Certains problèmes sont d'une importance tout intellectuelle. Par exemple, le problème des rapports entre le fonctionnement du cerveau et les activités de l'esprit. Que sait-on à ce sujet ? Que sommes-nous en mesure d'affirmer ? Etc. Ces questions nous intéressent moins ici que celles qui possèdent une dimension éthique évidente, du fait de leur impact direct sur des vies humaines. Dans ce cas, la responsabilité de l'intellectuel en tant qu'*agent moral* – et c'est à peu près tout ce qui le distingue du monstre – est de tenter de révéler la vérité à *des interlocuteurs à même d'intervenir*. Il est difficile d'imaginer une proposition éthique moins sujette à controverse que celle-ci. Du moins, c'est ce que l'on pourrait penser, mais il n'en est malheureusement rien. Dans la pratique quotidienne des communautés intellectuelles, c'est plutôt l'ignorance totale de ce principe qui domine. Il est même probable que nous ayons sombré, en ce domaine, dans des profondeurs abyssales – je reviendrai sur cette désagréable impression.

4 Pour illustrer mon propos, je prendrai pour exemple l'objet principal de ma visite en Australie : la question du Timor-Oriental. En 1978, j'ai été amené à témoigner sur ce sujet aux Nations unies et ma déposition fut publiée dans un journal de la droite libertaire : *Inquiry*. En conclusion de mon exposé, je faisais alors une comparaison qu'il

me semblait difficile d'éviter – mais que tout le monde évitait alors scrupuleusement. Il y avait à l'époque, dans le Sud-Est asiatique, deux grands foyers d'atrocités, de caractère et d'échelle semblables : le Cambodge et le Timor-Oriental. Ces deux drames différaient pourtant par certains aspects, qui éclaireront assez bien le sujet qui nous occupe.

5 Commençons par les atrocités commises par les Khmers rouges : 1. Il s'agissait de crimes contre l'humanité – si l'on admet que ce concept ait un sens. 2. On pouvait les attribuer à un ennemi officiel des États-Unis. 3. Ils étaient idéologiquement utilisables, puisqu'ils permettaient de justifier les crimes commis par les États-Unis en Indochine durant vingt-cinq ans – les crimes commis alors et les crimes à venir. Aussi étaient-ils exploités délibérément en ce sens : « Nous avons dû torturer et tuer pour défendre nos idéaux et nous devons encore le faire si nous voulons éviter un autre Pol Pot », comme la propagande le soutenait à l'époque. 4. Personne ne suggérait la moindre solution pour limiter les crimes des Khmers rouges, sans même parler d'y mettre fin. 5. La connaissance de ces crimes déclencha un vaste mouvement de protestation et des réactions d'indignation, auxquelles sont venues se mêler toute une série d'affabulations mensongères, à faire pâlir Staline lui-même (et je n'exagère pas). Ces mensonges, si infantiles et absurdes fussent-ils, ne pouvaient être dénoncés sans passer automatiquement pour vrais, tant le climat leur était favorable. Suggérer seulement qu'il suffisait de s'en tenir à la simple vérité – déjà abominable en elle-même – ne manquait pas de déclencher une véritable hystérie, qui renforçait en retour l'impact des contrevérités. 6. Ces crimes devinrent le symbole même du mal, aux côtés de ceux d'Hitler et de Staline, et figurent aujourd'hui encore en bonne place au palmarès des horreurs du XX^e siècle.

6 Tournons-nous à présent vers les crimes commis au Timor-Oriental par l'armée indonésienne et comparons-les, point par point, à ceux des Khmers rouges. 1. Il s'agissait, là aussi, de crimes contre l'humanité, perpétrés, en outre, dans un contexte d'agression étrangère et doublés, par conséquent, de crimes de guerre (en violation plus évidente des lois internationales). 2. La recherche des responsabilités menait directement aux États-Unis et à leurs alliés. 3. Ces crimes étaient idéologiquement inutilisables étant donné l'identité des vrais responsables. 4. Pour la même raison, y mettre un terme était particulièrement facile. Il ne s'agissait ni de la Bosnie, ni du Rwanda, ni même de la Tchétchénie. Nul besoin d'envoyer la troupe, de bombarder Djakarta, d'imposer des sanctions économiques ou d'adresser des avertissements au gouvernement indonésien. Fermer le robinet aurait suffi. 5. Ces crimes se déroulèrent dans le silence médiatique le plus complet, si l'on excepte l'avalanche de mensonges – concoctés par le département d'État et les généraux indonésiens – dignes, ici aussi, du Petit Père des peuples. 6. Les crimes couverts par les puissances occidentales n'ont pas vocation à devenir des symboles du mal et n'entachent pas leurs réputations.

7 La démarche comparative est évidente et il faut un talent considérable pour ne pas en tirer les conclusions qui s'imposent. Mon article fut pourtant le premier, aux États-Unis, consacré spécifiquement au Timor-Oriental, après trois années d'exactions subventionnées par les contribuables américains. Pourtant, la communauté intellectuelle américaine continuait de se satisfaire des propos du président Carter, selon lequel les

droits de l'homme seraient « au cœur même de [notre] politique internationale », et ce au plus fort de l'intensification des livraisons d'armes à l'Indonésie, dont les responsables commençaient singulièrement à manquer de munitions en raison même de la violence de leur agression. En cette année 1978, aux États-Unis et au Canada, la couverture journalistique de la région, relativement importante avant l'invasion indonésienne, fut quasiment nulle.

8 Plus tard, on concéda que ce qui s'était déroulé au Timor-Oriental était pour le moins problématique. Peut-être même une « honte pour l'Indonésie » (selon le *New York Times*), mais non une honte pour les États-Unis (ou pour le *New York Times*). Au pire, nous n'avions pas été assez attentifs aux agissements peu délicats d'un peuple parfaitement étranger à nos habitudes civilisées. Peut-être même n'avions-nous pas assez fait pour mettre fin à des comportements auxquels, par ailleurs, nous apportions avec empressement un soutien à la fois militaire et diplomatique. Mais cela pouvait aisément se comprendre puisque, au même moment, notre attention se portait autre part en Asie. À défaut de dénoncer les atrocités que, malheureusement, nous ignorions, on aurait pu s'émouvoir des « malencontreux errements d'un dirigeant [Suharto] dont le palmarès en matière de droits de l'homme est contrasté » (*New York Times*). Mais, là aussi, silence radio. Pire, cet homme passait pour « modéré » (*Christian Science Monitor*), « profondément bienveillant » et injustement critiqué par « les propagandistes à la solde de la guérilla timoraise » qui osent condamner « la cruauté de l'armée indonésienne et la torture qu'elle pratiquerait » (*The Economist*).

9 Lorsqu'une timide prise en compte des crimes sans nombre commis au Timor-Oriental fut enfin à l'ordre du jour, personne ne fut assez vulgaire pour revenir sur les pages antérieures de cette histoire, qui commence avec la prise de pouvoir par Suharto en Indonésie. Cette page-là apparaît rétrospectivement édifiante si l'on se souvient de l'euphorie que déclencha, en 1965, l'annonce de l'« effroyable massacre perpétré par des indonésiens modérés », selon les propres termes du *Newspaper of Record*. Les journaux furent alors unanimes à exprimer leur joie sans limites devant l'excellente nouvelle du « bain de sang écumant », véritable « coulée de lumière en Asie », comme le qualifia avec bonheur un très libéral éditorialiste du *New York Times*. Les commentateurs félicitèrent Washington pour avoir su conserver une attitude publique modeste face à l'événement, au lieu de s'en réjouir et de s'enorgueillir (à bon droit pourtant) d'y avoir contribué. « Attitude avisée », toujours selon le *New York Times*, puisqu'« un soutien public trop ouvertement chaleureux aux nouveaux dirigeants aurait pu les mettre dans l'embarras ». Il était néanmoins parfaitement normal de leur offrir une « aide généreuse en riz, coton et équipements », et de reprendre la politique d'assistance interrompue avant que l'« effroyable massacre » ne vînt « assainir » la situation.

10 Cet épisode, pourtant riche d'enseignements sur notre comportement habituel, reste profondément enfoui dans nos mémoires. C'est pourquoi j'en discute longuement dans un livre récent (*L'An 501*). Mais bien d'autres exemples pourraient illustrer la leçon donnée par le parallèle entre Cambodge et Timor-Oriental. En fait, de telles situations dessinent le double visage de la « décennie du génocide », ainsi que l'unique enquête gouvernementale indépendante menée sur les crimes de masse qualifia la période 1969-

1979. Ces exemples d'amnésie et de double pensée ne sont ni uniques ni même inhabituels. L'histoire de nos infamies se poursuit en ce moment même. Prenez une région du monde au hasard et il est probable que vous en trouverez bien d'autres exemples.

11 Prenons le cas de l'Amérique latine, traditionnelle aire d'influence des États-Unis et, de ce fait, observatoire privilégié pour quiconque cherche à mieux comprendre les valeurs dominantes du monde occidental contemporain. Depuis l'accession de Clinton à la présidence des États-Unis, plus de la moitié de l'aide militaire américaine est destinée à la Colombie, pays de l'hémisphère occidental où les droits de l'homme sont le plus odieusement bafoués. Les crimes abominables perpétrés en Colombie sont régulièrement inventoriés par les organisations humanitaires, l'Église et bien d'autres, jusque dans leurs plus sordides détails. Pourtant, ces faits sont rarement relayés par la presse et, si l'on excepte les comités de soutien et certaines publications marginales, ils restent hors de portée du grand public. Les seules informations qui passent à travers les mailles du filet sont les contes de fées officiels sur la guerre menée contre la drogue ; contes de fées religieusement présentés par la « presse libre » mais vigoureusement réfutés par les organisations humanitaires et tous les observateurs dignes de confiance. Qu'il s'agisse là d'un comportement volontaire et ordinaire de la presse ne fait aucun doute, si l'on en juge par les milliers de pages minutieusement documentées et pourtant consciencieusement ignorées d'elle. Si, par hasard, des journalistes s'y réfèrent, c'est pour les réfuter avec mépris et les qualifier de litanies, de rengaines, de « théories de la conspiration », d'« antiaméricanisme » – autant de termes prêts à l'emploi que le milieu procure à ceux qui veulent échapper au danger de penser par eux-mêmes, quitte à prêter foi à des récits imaginaires et discordants.

12 Au regard des exemples que nous venons de commenter, l'axiome proposé au tout début de cette conférence peut se décliner ainsi : la responsabilité des intellectuels occidentaux est de dire la vérité sur les « exactions du monde occidental » à un public occidental susceptible d'y réagir et d'y mettre fin effectivement et rapidement. C'est simple, sans ambiguïté et éthiquement juste. Que les intellectuels occidentaux aient décidé de condamner les crimes khmers rouges, tant mieux (pour autant qu'ils se soient tenus à la stricte vérité). Mais, en fin de compte, cela importait peu, à moins qu'ils n'aient eu quelques propositions valables à faire sur les moyens d'y mettre fin. Or, personne n'en fit. En fait, le comportement de la plupart de ceux qui se sont émus des crimes de Pol Pot s'est constamment situé à l'opposé de cette attitude et y demeure.

13 Qu'en est-il maintenant du troisième volet de notre impératif moral, celui qui concerne le public ? Le « bon » public est celui qu'une meilleure compréhension des situations doit pousser à agir efficacement, afin de soulager la souffrance et le désespoir. Nous voilà revenus à nos évidences du départ, bien qu'il subsiste en ce domaine quelques désaccords, y compris entre des personnes qui, d'ordinaire, se retrouvent sur les problèmes fondamentaux. En voici un exemple personnel. De longues années durant, j'ai participé activement, au sein d'un groupe de pacifistes, à des interventions directes, des actions de résistance, ainsi qu'à des projets éducatifs et « communautaires ». Mes camarades et moi avons passé ensemble quelques jours en prison, et il est surprenant que

ces jours ne se soient pas transformés en années, comme cela aurait pu arriver à l'époque. Cela crée naturellement des liens d'amitié et de loyauté, mais n'empêche pas certains désaccords de naître. C'est ainsi que mes collègues pacifistes, dans un moment d'autorité à la fois illégitime et incongru, ont décidé d'adopter le slogan suivant : « Dire la vérité au pouvoir. » Je suis en violent désaccord avec eux car la cible est parfaitement inadéquate et le projet rien d'autre qu'un acte d'autosatisfaction. C'est en effet une perte de temps et un vain projet que de dire la vérité à Henry Kissinger ou au directoire de la General Motors, et à qui que ce soit d'autre qui exerce le pouvoir dans une institution coercitive. Cette vérité, ils sont bien placés pour la connaître. En fait, ils méritent à peine que l'on s'adresse à eux. Dire la vérité au pouvoir n'est pas une mission particulièrement digne d'honneurs. Il faut chercher un public plus adéquat. Plus qu'un public, il doit s'agir d'une assemblée, unie par des intérêts communs et à laquelle on se doit de participer activement. Par ailleurs, il ne s'agit pas de « s'adresser à » mais de « discuter avec ». C'est une seconde nature pour n'importe quel bon enseignant et ce devrait l'être aussi pour tout écrivain ou intellectuel. Cela suffit, je pense, à prouver combien la question du choix de l'audience est bien plus complexe qu'elle n'en a l'air.

14 Mais revenons-en à l'aspect le plus important de notre proposition : « Rechercher et dévoiler la vérité au sujet de problèmes qui importent vraiment. » Cet impératif peut paraître évident au premier abord. Il ne l'est pourtant pas si l'on en juge par les exemples cités plus haut. On peut objecter cependant qu'il est un cas au moins où les intellectuels occidentaux se sont assez bien acquittés de leur devoir moral : lorsqu'il s'agissait de dénoncer les horreurs commises par notre ancien ennemi officiel, la Russie soviétique. À l'époque stalinienne, en particulier, le système de valeurs imposé par le régime soviétique exigeait de l'intellectuel qu'il seconde le pouvoir dans ses intérêts, et notamment qu'il dénonce avec violence les exactions (réelles ou supposées) de l'ennemi désigné et qu'il dissimule ou justifie les crimes de l'État et de ses agents. Les intellectuels qui remplissaient scrupuleusement cette mission étaient admirés et honorés, ceux qui ne le faisaient pas subissaient, comme nous le savons, un traitement bien différent. Notre jugement à l'égard de ces deux catégories d'intellectuels soviétiques était exactement inverse. Ceux qui faisaient ce que le pouvoir attendait d'eux étaient méprisés et qualifiés de laquais ou de propagandistes. En revanche, ceux qui refusaient de servir la soupe furent gratifiés chez nous du nom de dissidents : des gens qui tentaient de dire la vérité sur des sujets d'importance et qui encouraient pour cela les châtements réservés à ceux qui commettent les péchés d'honnêteté et de probité intellectuelle. Ces châtements varient bien sûr au gré des sociétés qui les imposent. Dans la Russie brejnevienne, il pouvait s'agir d'exil ou d'expulsion. Pour un satellite ordinaire des États-Unis, tel que le Salvador, le mécréant risque de se retrouver au fond d'une poubelle après d'abominables tortures, ou bien encore le crâne fracassé par des miliciens d'élite entraînés par l'armée américaine. Aux États-Unis mêmes, dans un ghetto noir, le châtement peut être redoutable. Récemment, deux militants ont été victimes d'un assassinat digne de la Gestapo, perpétré avec la complicité de la police. Les faits sont connus, reconnus même, mais tenus pour anodins étant donné l'identité et la couleur des victimes. Ces crimes se rangent dans la même catégorie que les atrocités incessantes que nous tolérons, subventionnons, supervisons ou organisons directement partout dans le monde.

15 Mais prenons un peu de recul. S'il est aisé de distinguer les dissidents des propagandistes chez nos ennemis, il n'en est plus de même lorsque nous nous interrogeons sur les vérités bonnes à dire chez nous et sur notre propre comportement. Dans ce cas, les jugements de valeur s'inversent à nouveau et nous retombons dans le modèle quasi universel qui voit les propagandistes célébrés et les dissidents accusés de partialité. Les principes que nous appliquons avec d'autant plus d'aisance que nous ne sommes pas, ou peu, impliqués sont si communément et si violemment bafoués lorsqu'ils nous concernent qu'il n'est peut-être pas inutile de les rappeler.

16 Commençons par les moins controversés : 1. Si certains intellectuels soviétiques dénonçaient les crimes réels commis par les États-Unis, tant mieux, mais ils ne gagnaient pas pour autant notre estime. C'était le pain quotidien des propagandistes et les citoyens soviétiques avaient bien d'autres soucis que de dénoncer nos forfaits. Même si les crimes commis par les Soviétiques en Pologne et en Tchécoslovaquie n'ont jamais atteint le degré de violence de ceux dont les États-Unis se sont rendus coupables en Amérique centrale, c'était pourtant un devoir moral pour les intellectuels russes de focaliser leur attention sur les premiers, avant de s'intéresser aux seconds. 2. Si un intellectuel soviétique exagérait ou inventait de toutes pièces des crimes américains, il devenait immédiatement l'objet du mépris général. 3. Si un intellectuel soviétique gardait le silence sur les crimes américains, cela importait peu. Notre admiration pour les dissidents résiste aisément à leur manque d'intérêt pour nos propres fautes. 4. Si un intellectuel soviétique niait ou minimisait – comme ils furent nombreux à le faire – les crimes américains, cela, à nouveau, importait peu. Après tout, il prenait ses responsabilités. 5. Si un intellectuel soviétique taisait ou justifiait les crimes soviétiques, il était alors, pour de bon, méprisable.

17 Ces principes, valables pour l'Union soviétique, devraient pouvoir s'appliquer sans grands changements à l'égard de notre société. Dressons-en la liste : 1. Si des intellectuels occidentaux dénoncent les crimes commis par les Soviétiques, par Pol Pot ou, aujourd'hui, par Saddam Hussein (puisqu'il est finalement considéré comme un ennemi depuis 1990), c'est tant mieux, mais moralement sans conséquences. 2. S'ils exagèrent ou inventent de tels crimes, ils doivent devenir objets de mépris. 3. S'ils gardent le silence sur ces crimes, cela importe peu. 4. S'ils nient ou minimisent ces crimes, cela importe peu également. 5. Enfin, s'ils taisent ou justifient les crimes dans lesquels leur propre pays est impliqué, ils sont, pour de bon, méprisables.

18 Tout cela paraît logique. Pourtant je n'y adhère pas complètement. En particulier, les propositions 3 et 4, appliquées aux intellectuels occidentaux, ne me satisfont pas. Je les trouve même intenable. Quant aux autres propositions, il ne devrait pas y avoir la moindre objection, la dernière d'entre elles étant, de loin, la plus importante.

19 Cette logique s'applique à un large éventail d'événements : ceux dont nous parlions précédemment et d'autres qui présentent un intérêt considérable pour la compréhension de notre actualité. Laissons parler notre imagination et supposons que l'URSS soit restée inchangée après le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. Imaginons qu'un intellectuel soviétique s'élève avec véhémence contre les atrocités commises par la

résistance afghane victorieuse, en particulier par cette fraction de la résistance menée par les fondamentalistes musulmans de Gulbuddin Hekmatyar et soutenue par Washington. Peu nombreux, chez nous, seraient ceux qui l'en féliciteraient, même si cet intellectuel avait, par ailleurs, critiqué en son temps l'invasion soviétique (s'il ne l'avait pas fait, son attitude serait tout bonnement méprisable). Imaginons à présent qu'un journal ayant apporté un soutien nuancé à l'invasion soviétique, tout en préconisant des négociations avec les États-Unis et en exprimant son inquiétude au sujet du « coût » de cette invasion, pose la question de savoir si les atrocités commises par Hekmatyar « ne justifient pas que l'on reconsidère notre position sur la guerre en Afghanistan ». Il se trouve que je cite ici, en remplaçant « Viêt-nam » par « Afghanistan », l'intitulé d'un dossier paru en 1978 dans le journal américain *Dissent*. Supposons, pour finir, un intellectuel soviétique qui, après avoir totalement ignoré le destin des réfugiés afghans fuyant la terreur soviétique, se trouve ensuite submergé de compassion devant le malheur de ceux qui fuient devant Hekmatyar et décide conséquemment de créer des comités de soutien à ces réfugiés, pour leur venir en aide et faciliter leur installation en Union soviétique. Vous comprenez sans doute où je veux en venir.

20 Nous savons quelle conclusion tirer de ces exemples imaginaires, et toute personne honnête n'aura aucune difficulté à leur appliquer les principes exposés plus haut. Si cela est vrai, rien ne nous empêche de les appliquer aux situations, elles bien réelles, dans lesquelles est impliqué notre propre pays. Ainsi, rien ne nous empêche d'appliquer ces principes aux correspondants à Phnom Penh, ou antérieurement à Vientiane, qui n'eurent pas un regard pour l'immense flot de victimes occasionné par les effroyables bombardements américains (ne prenant pas la peine de traverser la rue pour interroger ces victimes), mais qui crapahutèrent plus tard à travers la jungle à la recherche de réfugiés fuyant devant les troupes de Pol Pot. Tout « honnête homme » saura aussi ce qu'il faut penser de l'« explication sérieusement fondée », proposée par William Shawcross, correspondant britannique dans le Sud-Est asiatique, à propos de la différence de traitement médiatique qui sépare les victimes timoraises de l'agression indonésienne des victimes des Khmers rouges. Shawcross invoque le « manque relatif d'informations » dans le cas timorais, et les difficultés d'accès aux réfugiés (pas le moindre réfugié en vue ; ils semblaient invisibles, même lorsque, en désespoir de cause, ils firent le siège des journaux à New York et à Washington). Darwin serait-elle plus difficile à joindre, à partir de Londres, que la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge ? Par charité, nous ne nous arrêterons pas plus longtemps sur les arguments invoqués. Il est presque trop aisé d'allonger cette liste et de voir ce qu'elle révèle de l'attitude des journalistes.

21 On pourrait prétendre qu'il est par trop injuste de comparer les intellectuels occidentaux avec les intellectuels soviétiques. C'est vrai, il est tout à fait injuste de comparer les intellectuels soviétiques, qui déclaraient que l'invasion de l'Afghanistan visait à « défendre » ce pays contre les terroristes soutenus par la CIA, et les intellectuels occidentaux qui prétendaient (et continuent de prétendre) que l'invasion américaine du Viêt-nam du Sud avait pour objectif de défendre cette région contre les terroristes appuyés par Hanoï (ou Moscou, voire Pékin). En effet, la comparaison est injuste envers les « propagandistes » soviétiques qui peuvent plaider la peur des sanctions, alors que les nôtres n'ont que leur servilité à faire valoir.

22 Ces remarques s'appliquent à d'autres domaines. La culpabilité morale de ceux qui taisent des crimes est d'autant plus grande que les sociétés dans lesquelles ils opèrent sont à la fois libres et ouvertes, garantissant par là leur liberté d'expression. Cette culpabilité est plus grande encore chez ceux qui, dans ces sociétés, jouissent de certains privilèges qui leur fournissent les moyens, l'occasion et les capacités d'exprimer leur opinion et d'agir concrètement ; en bref, chez les intellectuels. Mais cela n'est que pure spéculation. On constate facilement, en effet, que ces impératifs moraux évidents sont constamment bafoués en pratique.

23 Les propagandistes soviétiques, si corrompus fussent-ils, étaient pourtant parfaitement capables d'admettre que l'intervention militaire en Afghanistan n'était après tout rien d'autre qu'une invasion pure et simple de l'Afghanistan. S'ils l'ont justifiée (certains par peur), peu d'entre eux ont été assez immoraux pour nier les faits. L'attitude intellectuelle occidentale est bien différente. Je ne sais pas ce qu'il en est ici, en Australie, mais aux États-Unis, cela fait maintenant plus de trente ans que je recherche dans la presse ne serait-ce qu'une référence exacte à la responsabilité de Kennedy dans le processus qui fit passer l'intervention américaine en Indochine du simple soutien d'un État terroriste (du type de ceux de l'Amérique latine) à une agression ouverte contre le Viêt-nam du Sud, qui finalement subit le plus lourd de l'aventure américaine en Indochine. Je n'ai bien sûr pas tout lu, mais j'en ai tout de même fait plus que ma part, et je n'ai toujours pas trouvé la moindre évocation de ce fait, excepté dans la presse marginale. Cela a bien eu lieu mais reste inexprimable, voire impensable pour notre intelligentsia – qui ne peut pourtant pas prétexter la peur. La réalité est malheureusement pire encore. En effet, ceux que les faits avérés n'émeuvent pas en étaient non seulement parfaitement instruits, mais ils sont parvenus, en outre, à en rejeter toute la responsabilité sur leurs victimes. Ainsi, selon l'opinion communément admise, le véritable responsable de cette aventure malheureuse est le Viêt-nam lui-même. Cette opinion est partout exprimée, mais avec certaines nuances. Ainsi, du côté des « colombes », Jimmy Carter expliquait au cours d'un de ses sermons sur les droits de l'homme que nous n'avions aucune dette envers le Viêt-nam, puisque la « destruction fut mutuelle » (comme on peut le constater en se promenant respectivement à travers Quang Ngai et San Francisco). Personne n'a réagi à cette affirmation, sinon aux marges de la marge habituelle. À l'opposé, nous trouvons Ronald Reagan – ou plus exactement ceux qui lui tendaient ses notes – et les sénateurs qui exigent que nous continuions à châtier le Viêt-nam pour les crimes qu'il a commis envers nous. Au centre, les modérés comme George Bush, affirment que « Hanoi sait aujourd'hui que nous n'attendons que des réponses à nos questions, sans plus songer à tirer vengeance des actes commis par le passé ». Bien sûr, nous ne pourrons jamais pardonner aux Vietnamiens ce qu'ils nous ont fait subir, mais nous sommes à présent désireux de « commencer à écrire le dernier chapitre de la guerre du Viêt-nam » s'ils acceptent, pour leur part, de se dévouer corps et âme à la recherche des dépouilles des pilotes américains si sournoisement abattus en plein vol. Il semble bien que cette volonté de rétablir le dialogue soit dictée par les exigences des milieux d'affaires qui, tout en comprenant les avantages de la torture, leur préférèrent tout de même les profits économiques. Les « sages » propos du président Bush – qui n'éveillèrent aucun commentaire particulier – firent la une du *New York Times*. L'article suivant soulignait – heureux hasard ! – l'incapacité des Japonais à accepter « sans ambiguïté » leur entière

responsabilité dans les « drames de la Seconde Guerre mondiale », faisant montre, une fois de plus, de ce « vice » si ancré dans le caractère japonais et qui continue de stupéfier les commentateurs américains. Enfin, Robert McNamara, le principal architecte de la guerre du Viêt-nam (qui fit quelque quatre millions de morts indochinois), fit lui aussi son autocritique – quoi qu'en y mêlant une certaine fierté – et présenta ses excuses à ce sujet. Des excuses *aux Américains*, pour les souffrances et les blessures dont toute notre société a souffert, à cause d'erreurs commises par ceux qui, voulant faire le bien, échouèrent pourtant.

24 Il n'est jamais inutile d'observer l'effet des privilèges et de l'éducation sur le comportement de certains intellectuels. Au plus fort des mouvements de protestation contre la guerre du Viêt-nam, la critique la plus sévère dont ils furent capables – si l'on veut bien excepter à nouveau les marges habituelles – fut de considérer la guerre comme une « erreur ». Nos bonnes intentions avaient été dévoyées par ignorance, par naïveté et par une incapacité à prendre en compte l'histoire et la culture vietnamiennes. Ce qui me choque dans tout cela est de constater que, depuis le milieu des années 1970, chaque fois que la question est posée dans les sondages, près de 70 % de la population interrogée estime cette guerre « profondément injustifiée et immorale ». Pour le grand public, cela n'a donc rien à voir avec une simple « erreur ». Ce résultat est particulièrement remarquable, non seulement parce que le pourcentage évoqué est inhabituellement élevé pour ce genre de sondage, mais surtout parce que ceux qui expriment cette opinion le font librement (il est peu probable, en effet, que les médias leur aient soufflé cette réponse).

25 Nos rares examens de conscience sont parfois franchement insupportables à certains. Ainsi, la rédaction du *Wall Street Journal* (15 septembre 1994) s'est vue dans l'obligation de sermonner le département d'État pour avoir succombé au démon du « politiquement correct », ce « fléau de la vie universitaire », en adoptant le « point de vue de Brejnev » dans un « document technique répondant à une décision des Nations unies » qui imposait à chacun de ses signataires de rédiger un rapport sur son propre comportement en matière de droits de l'homme. « Les entorses aux droits de l'homme *sur le territoire* des États-Unis ! » s'exclame le journaliste, stupéfait par une si colossale absurdité, avant de citer l'extrait du document qui l'a tant scandalisé et dans lequel on peut lire : « Le combat pour la justice mené par les Américains est entaché par des injustices telles que l'esclavage et l'exploitation des Afro-Américains, ainsi que la quasi-destruction des civilisations indiennes autochtones. » Comment peut-on aussi scandaleusement singer les « mensonges de la propagande soviétique » ? Les réactions des journalistes devant un tel outrage nous en disent long sur leur usage de l'expression « politiquement correct » – expression employée comme arme idéologique dans l'assaut mené par la droite réactionnaire contre ce qui reste encore d'indépendance dans les universités et quelques autres institutions.

26 Mais voyons un peu où se situe réellement le « politiquement correct ». Témoignant de « la marche triomphale de la civilisation à travers le désert », Tocqueville s'émerveillait déjà de la formidable aptitude des colons américains à détruire les populations indigènes « en respectant les lois de l'humanité, avec une merveilleuse facilité, tranquillement, légalement, philanthropiquement, sans répandre de sang, sans

violier un seul des grands principes de la morale universelle ». Un peu plus tard, en 1880, Helen Jackson rédigeait l'admirable récit *Un siècle de déshonneur*, qui reste à bien des égards insurpassé. Elle y expose les traitements infligés à cette « infortunée race d'Indiens indigènes, que nous exterminons avec tant de violence et de cruauté sournoise », ainsi que l'admettait, dans un de ses rares moments de lucidité, John Quincy Adams, bien des années après avoir apporté une brillante contribution personnelle à cette affaire. Le merveilleux livre de Jackson passa parfaitement inaperçu, même lorsqu'il fut réimprimé à quelque 2 000 exemplaires en 1964. Il est encore à peine connu de nos jours et n'a pas été réimprimé depuis. Jackson était pourtant célèbre, puisqu'elle fit l'objet de sévères accusations de trahison ; accusations exprimées dans la célébration – elle, largement diffusée – de la « conquête de l'Ouest » ; célébration conçue et réalisée par l'éminent historien raciste, plus tard président des États-Unis, Theodore Roosevelt. Ce dernier affirmait que, « du point de vue des intérêts de la nation, notre politique indienne doit être critiquée pour sa faiblesse, pour ses visions à courts termes et les penchants sentimentalo-humanistes occasionnels de certains de nos dirigeants ». Ainsi, selon lui, « bien que sans volonté réelle de nuire, nous avons souvent promis ce qu'il nous était impossible de tenir ». C'est ainsi que la marche triomphale de la civilisation se poursuit jusqu'à nos jours.

27 En présentant ses *Principes fondamentaux de gouvernement*, David Hume remarquait que les puissants doivent, en dernier ressort, s'appuyer sur le contrôle des esprits : « C'est donc sur l'opinion et sur elle seule que se fondent les gouvernements. Et ce principe s'applique aussi bien aux plus despotiques qu'aux plus démocratiques d'entre eux ». Il y a un demi-siècle, George Orwell, prenait l'Angleterre libre et démocratique pour sujet de sa préface à *La Ferme des animaux*. Il notait que certains comportements que l'on pouvait observer chez les intellectuels britanniques n'étaient pas si étrangers à l'organisation totalitaire dont son récit faisait la satire, bien que les méthodes en soient quelque peu différentes. « La particularité la plus inquiétante de la censure littéraire en Angleterre, écrivait-il, c'est qu'elle est, la plupart du temps, le fait des écrivains eux-mêmes. On y fait taire les pensées dérangeantes au même titre qu'on y laisse dans l'ombre les faits embarrassants, sans qu'il soit nullement besoin d'une censure officielle. Sans violence, poursuit-il, quiconque s'élève contre l'orthodoxie se trouve réduit au silence avec une efficacité des plus troublantes, grâce à la parfaite intériorisation des principes de soumission et de conformité, ainsi qu'au contrôle exercé sur la presse par de riches individus qui ont d'excellentes raisons de dissimuler la vérité sur certains sujets essentiels. » L'analyse d'Orwell était un peu faible et les exemples donnés dérisoires. Pourtant, de l'eau a depuis passé sous les ponts et bien d'autres exemples sont venus confirmer cette analyse et révéler l'impressionnante acuité des intuitions d'Orwell (intuitions qui sommeillèrent plus de trente ans dans ses archives et qu'il ne publia pas de son vivant, illustrant ainsi parfaitement ses propos).

28 Les problèmes posés par la préface inédite d'Orwell sont d'une importance bien plus grande pour les Occidentaux que la dénonciation des régimes totalitaires qui fait l'objet de son ouvrage le plus célèbre : 1984. Cette préface est également d'un plus grand intérêt intellectuel. Les modes de contrôle usités dans les régimes totalitaires sont transparents ; ceux utilisés dans les sociétés « libres et démocratiques » sont, de loin, plus difficiles à

percevoir. Si Orwell s'était focalisé sur ce problème, idéologiquement plus important et intellectuellement plus intéressant, il ne serait pas devenu l'un des héros de l'Occident. Sans doute aurait-il connu le destin d'Helen Jackson, ou subi les scandaleux outrages qui furent le prix de l'honnêteté et de l'intégrité de Bertrand Russell. C'est en effet fort probable, si l'on considère le cas de celui qui a initié les recherches sur la propagande industrielle. Cet homme, c'est Alex Carey, chercheur australien en sciences sociales, dont les travaux pertinents et révélateurs ont circulé en privé pendant de longues années et commencent à peine à être disponibles [1](#) . Lui aussi, pour sa plus grande gloire, fut la cible du dénigrement et des avanies des « propagandistes volontaires et libres » qui œuvrent dans la presse australienne.

29 Nous commençons à peine à soulever les véritables problèmes que pose la responsabilité des intellectuels. Nous avons découvert que, après tout, il y avait beaucoup à en dire, et de nombreux exemples à méditer. Ces exemples ne sont pas flatteurs pour nous, eu égard au milieu dans lequel nous vivons et travaillons. Ils doivent cependant être au cœur de nos réflexions et de nos activités. Débattus dans nos écoles, nos journaux et nos différents milieux de vie. S'il en était ainsi, nous pourrions, sans mentir, affirmer que nous entrons enfin dans une époque civilisée.

Notes

1 Cf. Taking the Risk Out Of Democracy, 1995.

Source : Noam Chomsky, « Responsabilités des intellectuels », in Responsabilités des intellectuels, Marseille, Agone (« Contre-feux »), 1998, p. 15-38. Voir agone.revues.org

Edited and reproduced by Hoggar Institute 2010